

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Rapport d'évaluation

Master Droit public

- Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Pour le HCERES,¹

Didier Houssin, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Droit, économie, gestion

Établissement déposant : Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Le principal objectif du master *Droit Public* dispensé à Pau est d'offrir une formation spécialisée de haut niveau permettant aux étudiants de maîtriser des savoir-faire indispensables à l'exercice d'une fonction de responsabilité dans le secteur public, parapublic ou privé et à la préparation des concours d'entrée aux grandes écoles ou des concours de la fonction publique. Un objectif de forte professionnalisation est affiché, avec l'ambition de permettre à de futurs agents de la fonction publique, mais aussi à de futurs juristes d'entreprise et à de futurs avocats d'acquérir une compétence de haut niveau propre à favoriser l'acquisition d'un métier. La formation à la recherche reste un axe privilégié, des étudiants pouvant chaque année poursuivre leurs études en thèse au sein de l'école doctorale SHS.

Le master mention droit public est composé de deux spécialités *Droit et contentieux publics* et *Administration territoriale, sanitaire et sociale*. La spécialité *Droit et contentieux publics* comporte deux parcours : *Droit et contentieux des libertés* (finalité recherche) et *Droit et contentieux des contrats publics* (finalité professionnelle). La spécialité *Administration territoriale, sanitaire et sociale* comporte également deux parcours à finalité professionnelle : *Cadre territorial* et *Cadre du secteur sanitaire, social et médico-social*.

Avis du comité d'experts

Le master mention *Droit public* a pour principal objectif de former de futurs agents publics nationaux ou territoriaux, des juristes d'entreprises et des avocats de droit public. Les diplômés devront maîtriser trois domaines majeurs de compétences : l'expertise et le conseil, la conception et le développement, l'évaluation et la qualité. Le dossier du master expose clairement les connaissances et les compétences attendues, qui permettent d'occuper des emplois en accord avec la formation.

Les métiers et les poursuites d'études, notamment en doctorat, sont assez bien renseignés et correspondent à la formation. On trouve une identification des métiers exercés par les diplômés dans les dossiers de spécialités.

Les deux années du master sont complémentaires et amènent du droit public général vers les questions spécifiques du champ disciplinaire concerné (contrats publics, droit des collectivités, secteur sanitaire et social...) La mention est organisée en deux spécialités *Droit et contentieux publics* et *Administrations territoriale, sanitaire et sociale*. Chacune d'entre elles est articulée en deux parcours : la spécialité *Droit et contentieux publics* comprend un parcours à finalité recherche *Droit et contentieux des libertés* et un autre à finalité professionnelle *Droit et contentieux des contrats publics*. La spécialité *Administrations territoriale, sanitaire et sociale* se compose de deux parcours à finalité professionnelle : *Cadre territorial* et *Cadre du secteur sanitaire, social et médico-social*.

La structure de la formation est très lisible et amène à une spécialisation progressive des étudiants. On regrettera toutefois qu'il n'existe pas de tronc commun au niveau de la mention. Chaque spécialité présente une forte cohérence : c'est au sein de chacune d'entre elle que l'on trouve un tronc commun, en particulier au niveau du M1. Les deux spécialités proposent des enseignements pertinents, au regard des objectifs scientifiques et professionnel assignés. De nombreux enseignements sur le droit de la décentralisation et les collectivités locales sont proposés dans la spécialité *Administration territoriale, sanitaire et sociale*. Des cours plus généralistes en droit public sont dispensés dans l'autre spécialité. Pour autant, la formation à la recherche n'est pas marginalisée. 10 thèses en cours de réalisation sont recensées, dont deux dans le cadre du dispositif Conventions Industrielles de Formation par la REcherche (CIFRE).

Le cursus correspond donc aux objectifs de la formation. Il y a d'ailleurs une volonté affichée d'améliorer les pratiques pédagogiques et la pertinence des enseignements par rapport à ces objectifs, comme en témoigne la réflexion menée, ces dernières années, sur les deux spécialités.

La mention s'appuie sur un corps d'enseignants chercheurs de droit public de haut niveau qui font de l'Université de Pau l'un des pôles d'excellences du droit public en France. Elle est adossée au centre de recherche Pau Droit public et à l'Institut d'Etudes Ibériques et Ibérico-américaines (IEZIA). La spécialité *Droit et contentieux publics* profite des réseaux internationaux développés par ce dernier, en particulier des interventions de professeurs invités espagnols francophones.

L'Ecole doctorale Sciences sociales et Humanités (SHS) reçoit les étudiants diplômés de master poursuivant en thèse de droit public et profite de l'implication des deux centres de recherche précités pour l'organisation des formations doctorales.

L'environnement socio-économique de la formation est de grande qualité. La formation intéressant les collectivités locales s'appuie sur les différentes structures publiques locales, notamment la Maison des Communes, le Centre de gestion des Pyrénées-Atlantiques (CDG 64), les communautés d'agglomération de Pau-Pyrénées et de Bayonne-Anglet-Biarritz, ainsi que l'antenne locale du Centre national de la Fonction publique territoriale. Quant à la formation du secteur sanitaire et social, elle repose sur un partenariat avec les acteurs institutionnels structurant l'activité tant dans la région (hôpital public, conseils généraux, etc.) qu'à l'échelle nationale (CNAM, EN3S, etc.). On note aussi une convention signée avec le groupe MEDICA qui offre notamment des terrains de stages aux étudiants.

Des liens pédagogiques ont été tissés avec les membres de l'UMR 7318 « Droit international, comparé et européen » ainsi qu'avec des professeurs d'universités étrangères, venant notamment d'Espagne. Des relations étroites sont entretenues avec l'Ecole des cadres de santé de Pau.

Le master mention *Droit public* est bien positionné dans l'offre de formation locale. Il offre des débouchés pour les étudiants de la licence *Droit* et de la licence *AES*. Au niveau master, il se situe aux côtés d'un master *Droit privé* et d'un master *Economie appliquée*.

Par rapport aux masters de droit public des grandes universités situées à proximité (Bordeaux, Toulouse), le master *Droit public* de Pau offre une spécialisation plus marquée en droit des contrats publics et en droit des libertés, ces dernières ne se retrouvant que dans des universités plus lointaines (Paris, Aix, Poitiers, Montpellier, Nancy...) En outre, la spécialité *Administration territoriale, sanitaire et sociale* entretient des liens forts avec les partenaires locaux, ce qui en fait une formation sans équivalent dans la région.

L'équipe pédagogique est composée à 50 % d'intervenants académiques relevant principalement de la section de Droit public du CNU, ce qui n'exclut pas la présence de quelques privatistes, de 15 % d'intervenants académiques extérieurs à l'UPPA et de 35 % de professionnels extérieurs à l'UPPA. On notera ainsi plus de dix enseignants chercheurs venant d'autres établissements français et espagnols. Le master fait intervenir en outre une soixantaine d'intervenants professionnels de bon niveau (conseillers de tribunal administratif, avocats, fonctionnaire territoriaux, inspection des affaires sanitaires et sociales...) Le volume horaire qui leur est attribué est substantiel, en particulier pour la spécialité *Administration territoriale, sanitaire et sociale*. Il est moins significatif pour l'autre spécialité.

Il n'existe pas de direction effective de la mention, ce que l'on peut regretter. La coordination pédagogique est exercée soit au niveau de la spécialité (c'est le cas de la spécialité *Droit et contentieux publics*), soit au niveau des parcours pour la spécialité *Administration territoriale, sanitaire et sociale*. Des réunions annuelles ont lieu concernant la spécialité ou les parcours pour organiser les attributions d'enseignements et évaluer le fonctionnement de la formation. Les étudiants sont consultés à la fin de chaque semestre pour évoquer les points d'organisation ou liés à la pédagogie, susceptibles d'amélioration.

Le bassin de recrutement est largement local, ancré sur le territoire des Pyrénées Atlantiques, des Landes et des Hautes Pyrénées. Pour la deuxième année de master, de nombreuses demandes de candidats d'autres départements ou de pays étrangers sont examinées. Le dossier ne donne toutefois guère d'informations sur ce point.

Les effectifs d'étudiants inscrits témoignent d'une bonne attractivité de la spécialité *Administration territoriale sanitaire et sociale*, tant en M1 qu'en M2 (une quarantaine d'étudiants inscrits chaque année.) La spécialité *Droit et contentieux publics* comprend une vingtaine d'étudiants chaque année : la réorganisation de cette spécialité, applicable en 2011-2012, a permis d'augmenter sensiblement les effectifs.

Il convient toutefois de relever que les tableaux d'effectifs insérés dans le dossier prêtent à confusion, donnant des chiffres par spécialité qui ne correspondent pas toujours à ceux fournis dans les tableaux ; ainsi, les effectifs de la spécialité *Administration territoriale sanitaire et sociale* en 2011-2012 oscillent entre 60 et 61 étudiants de M1 et 45 à 47 étudiants de M2.

Les taux de réussite sont nettement meilleurs en M1 (85 %) qu'en M2 (68 %), ce qui est assez surprenant. Ces résultats tiennent avant tout à la spécialité *Administration territoriale sanitaire et sociale* qui compte nettement plus d'étudiants.

Le niveau d'insertion professionnelle est très élevé pour les 85 lauréats du parcours *Administration territoriale, sanitaire et sociale* allant de 77,8 % d'actifs en emploi 30 mois après l'obtention du M2 à 100 % pour les diplômés du parcours *Cadre du secteur sanitaire, social et médico-social* en 2010. Ce deuxième parcours a des résultats meilleurs que le premier, en ce qui concerne le niveau d'emploi, puisque près de 60 % des diplômés sont ingénieurs, cadres, professions libérales ou fonctionnaires de catégorie A. Les données en matière d'insertion professionnelle s'arrêtant aux promotions de 2010, on ne dispose pas de résultats pour la spécialité *Droit et contentieux publics* qui n'a commencé qu'en 2011. Les résultats concernant la spécialité précédente, à savoir *Droit public fondamental* ne sont pas significatifs, le nombre d'étudiants diplômés étant très faible (5 étudiants en 2010).

Ces résultats confirment, au moins pour la spécialité *Administration territoriale, sanitaire et sociale* une bonne adéquation entre la formation dispensée - à vocation professionnelle - et les compétences attendues par les milieux professionnels visés pour l'insertion des jeunes actifs.

Éléments spécifiques de la mention

<p>Place de la recherche</p>	<p>La place de la recherche en master est bonne. Elle s'exprime au moyen des directions d'étude et de recherche, d'enseignements d'approfondissement dans un champ thématique et de mémoires de recherche. La grande qualité des enseignants-chercheurs est une garantie supplémentaire du rôle prépondérant de la recherche dans cette formation. Chaque année, plusieurs étudiants</p>
------------------------------	--

	<p>poursuivent en thèse au sein de l'école doctorale Sciences sociales et humanités (SHS) et bénéficient d'un financement à cet effet (contrat doctoral ou convention CIFRE).</p> <p>Sur les trois dernières années universitaires, trois allocations doctorales ont été attribuées.</p>
Place de la professionnalisation	<p>La place de la professionnalisation est bonne. Les objectifs de la formation en termes de compétences professionnelles sont indiqués clairement. Elle se caractérise dans les deux spécialités par des stages et une place importante accordée aux professionnels dans les enseignements. On note aussi une « journée annuelle des métiers du droit public », mise en place depuis 2011.</p>
Place des projets et stages	<p>Les stages occupent une place majeure au sein des cursus pédagogiques des deux années du master, quelle que soit la spécialité. Leur durée est plus longue en M2, jusqu'à 6 mois pour le parcours <i>cadre territorial</i>. Des stages pratiques sont effectués dans une collectivité publique, un établissement ou une entreprise privée permettant d'y aborder des questions de droit public en liaison avec un projet professionnel.</p> <p>L'année est organisée en alternance pour le M2 parcours <i>cadre du secteur sanitaire et social</i>. Dans la spécialité <i>Administrations territoriale, sanitaire et sociale</i>, un projet tuteuré est prévu.</p> <p>En matière de stages, une convention type est utilisée par l'établissement et un bureau d'aide à l'insertion professionnelle diffuse aux étudiants des offres de stages en lien avec la formation.</p>
Place de l'international	<p>L'ouverture à l'international est inégale. Elle semble relativement bonne dans la spécialité <i>Droit et contentieux publics</i> qui profite de réseaux développés par l'Institut d'Etudes Ibériques et Ibéro-américaines, en particulier avec des universités espagnoles, pour proposer des enseignements dispensés par des professeurs étrangers. Le nombre d'étudiants étrangers est faible en revanche.</p>
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	<p>Le recrutement en M1 est d'origine essentiellement locale : 75 % pour la spécialité <i>Administration territoriale, sanitaire et sociale</i> et 82 % pour la spécialité <i>Droit et contentieux publics</i>. Une partie substantielle des étudiants de M1 sont admis en M2 : 17 sur 19 inscrits dans la spécialité <i>Droit et contentieux publics</i>, mais seulement 38 sur 94 dans la spécialité <i>Administration territoriale, sanitaire et sociale</i> (chiffres de 2012-2013). Les passerelles entre les deux spécialités ne semblent guère possible, eu égard à la logique tubulaire des deux formations. Rien n'est dit sur des dispositifs d'aide à la réussite, alors qu'ils se justifieraient pourtant, au vu des résultats parfois décevants dans certaines formations : c'est le cas de la spécialité <i>Administration territoriale, sanitaire et sociale</i>.</p>
Modalités d'enseignement et place du numérique	<p>L'essentiel des enseignements est assuré en présentiel. Des outils numériques sont utilisés, tels que webcampus dans le cadre d'exercices particuliers (procès fictif, dossiers de directions d'études et de recherche). Le parcours <i>Cadre du secteur sanitaire, social et médical-social</i> a anticipé l'intégration au projet d'université numérique « faculté ouverte de Paris ». La procédure de validation des acquis de l'expérience est organisée au niveau de l'établissement par le Dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE) et la politique de langues inscrit le trilinguisme comme priorité.</p>
Evaluation des étudiants	<p>L'évaluation des étudiants tant en M1 qu'en M2 semble privilégier le contrôle continu par le biais d'un certain nombre d'exercices (cas pratiques, notes de synthèse, mise en situation professionnelle, réalisation de projets tutorés...) En M2, les étudiants réalisent des mémoires ou des rapports de stage. Des précisions pourraient être apportées sur les modalités précises d'évaluation.</p>

Suivi de l'acquisition des compétences	La formation dispose de l'annexe descriptive au diplôme. L'université a d'ailleurs obtenu le label européen « supplément au diplôme. » L'étudiant peut par ailleurs réaliser son portefeuille de compétence tout au long de son cursus. Enfin, des outils de suivi des compétences acquises sur les lieux de stage ont été mis en place par l'équipe pédagogique, en particulier dans le parcours <i>Cadre du secteur sanitaire, social et médical-social</i> .
Suivi des diplômés	L'observatoire des étudiants (ODE) assure l'ensemble des enquêtes de suivi de parcours et d'insertion professionnelle auprès des diplômés. Les enquêtes réalisées ont un taux de réponse supérieur à 80 %. Un suivi des étudiants diplômés est effectué également par le biais d'une association d'anciens étudiants.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Il n'existe pas de conseil de perfectionnement. En revanche, la coordination de la mention fait l'objet de réunions semestrielles auxquelles participent les responsables de la formation. Les étudiants sont également consultés à la fin de chaque semestre.

Synthèse de l'évaluation de la formation

Points forts :

- Un master diversifié qui prépare bien aux métiers du droit public
- Un personnel enseignant de grande qualité
- Des liens étroits avec le milieu socio-économique local
- Une excellente insertion des diplômés dans le milieu professionnel
- Des méthodes pédagogiques innovantes
- Un bon suivi des diplômés
- Un dossier clair et bien présenté

Points faibles :

- Un fonctionnement autonome des deux spécialités
- L'absence de tronc commun au niveau du M1
- Un pilotage de la mention perfectible
- Des taux de réussite faibles en M2 pour la spécialité *Administrations territoriale, sanitaire et sociale*
- L'absence apparente de passerelles entre les deux spécialités
- Des informations imprécises sur les modalités d'évaluation
- L'absence de conseil de perfectionnement

Conclusions :

Le master *Droit public* de l'Université de Pau est reconnu, tant au niveau local qu'au niveau national. Il prépare bien ses étudiants aux futurs métiers qu'ils sont appelés à exercer. Le niveau d'insertion professionnelle des diplômés est excellent, gage de la qualité du diplôme. On regrettera seulement qu'il fonctionne davantage au niveau des spécialités, voire des parcours qu'à celui de la mention.

Éléments spécifiques des spécialités

Administrations territoriale, sanitaire et sociale

Place de la recherche	Les étudiants ont des directions d'étude et de recherche dans les 4 semestres. Ils s'initient à la recherche par la rédaction d'un mémoire dès le M1. Les deux parcours CT (cadre territorial), C3S (cadre du secteur sanitaire, social et médico-social) n'ayant pas une finalité « recherche », aucun étudiant n'a poursuivi ses études dans le cadre d'une thèse sur la période 2008-2010. Aujourd'hui, les enseignants favorisent le développement de thèses à vocation professionnelle. Les travaux doctoraux dans le champ disciplinaire des collectivités territoriales présentent un grand intérêt. La mise en place de 5 thèses, majoritairement des thèses CIFRE a été réalisée.
Place de la professionnalisation	Il existe un étroit partenariat avec les acteurs institutionnels structurant l'activité professionnelle dans la région. Le projet tuteuré et le stage sont des éléments majeurs de la formation dans les deux parcours.
Place des projets et stages	On note l'existence d'une UE « projet tuteuré » déclinée sur toute l'année. Ce travail est soutenu publiquement devant un jury constitué d'au moins 10 membres. Pour le parcours <i>Cadre territorial</i> , les directions d'études et de recherche sont conçues pour permettre l'intervention de professionnels. Le stage est ensuite prévu pour être une expérience professionnelle de longue durée soit 6 mois. Pour le parcours <i>Cadre du secteur sanitaire, social et médico-social</i> , le stage est de 4 mois minimum.
Place de l'international	La formation n'est pas concernée.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Il n'y a pas d'informations sur ce point, au niveau de la spécialité.
Modalités d'enseignement, place du numérique	Pour le parcours <i>Cadre du secteur sanitaire, social et médico-social</i> , le partenariat entre le Centre hospitalier de Pau et l'Université de Pau vise à parvenir à une validation au niveau M1 en tenant compte des concordances et des différences entre le master et la formation de cadres de santé. Deux modalités de validation sont prévues : la validation d'études universitaires et la validation d'études supérieures.
Evaluation des étudiants	Des informations imprécises sur les modalités d'évaluation et sur les modalités de réunion des jurys d'examens. L'attribution des ECTS dans le parcours C3S au S4 n'est pas claire : on compte seulement 16 ECTS (tableau p. 32)
Suivi de l'acquisition des compétences	Des outils de suivi des compétences acquises sur les lieux de stage ont été mis en place par l'équipe pédagogique, en particulier dans le parcours C3S.

Suivi des diplômés	Le suivi des diplômés semble assez précis. On dispose d'informations donnant le pourcentage d'emploi stable et le niveau de rémunération. La dernière enquête donne une situation au 1er décembre 2012.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Il n'y a pas de conseil de perfectionnement, ni de procédure d'auto-évaluation au niveau de la spécialité.

Droit et contentieux publics

Place de la recherche	La formation par la recherche existe à travers les directions d'études et de recherche, quel que soit le parcours choisi. Elle se manifeste également, dans le parcours <i>Libertés</i> , par le choix d'un sujet de mémoire portant sur l'une des matières enseignées, au niveau du M2. Les étudiants du parcours <i>Contrats publics</i> ont aussi, à travers leur mémoire de stage, pu intégrer une dimension recherche. Enfin, les étudiants sont invités à assister aux manifestations collectives (journées, colloques) organisés par le Centre de recherche de droit public de Pau.
Place de la professionnalisation	La place de la professionnalisation est bonne : elle se manifeste par des stages, par des interventions de professionnels et de praticiens et par d'étroites relations entretenues par la spécialité avec un certain nombre d'institutions (autorités de régulation, entreprises publiques, ministère de l'économie...)
Place des projets et stages	Le stage en entreprise ou collectivité est obligatoire dans le parcours <i>Contrats publics</i> et facultatif dans le parcours <i>Libertés</i> .
Place de l'international	Pas d'informations sur ce point.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Pas d'informations sur ce point.
Modalités d'enseignement, place du numérique	Pas d'informations sur ce point.
Evaluation des étudiants	Les modalités d'évaluation des étudiants et les règles de délivrance des ECTS sont claires. Le rôle et les modalités de réunion des jurys d'examen sont peu expliqués en revanche.
Suivi de l'acquisition des compétences	Il n'y a pas d'informations sur ce point.
Suivi des diplômés	Le suivi des diplômés semble correct, avec des enquêtes chaque année et des informations sur le pourcentage d'emploi stables par promotion, ainsi que le niveau d'emploi exercé.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Il n'y en a pas au niveau de la spécialité.

Observations de l'établissement

Master Droit public

Observations sur le rapport d'évaluation de l'HCERES

En réponse aux points suivants, évoqués par le comité d'experts, l'équipe de formation du master Droit public souhaite apporter les précisions suivantes :

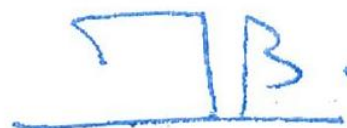
- Le « fonctionnement autonome » des deux spécialités doit être relativisé. En effet, il n'existe pas de réelle étanchéité dans la mesure où nombre d'enseignants interviennent indifféremment dans l'une ou l'autre de ces spécialités et sont donc à même de proposer les adaptations qui leur paraissent nécessaires, notamment quant aux contenus des unités d'enseignement dispensées.

Qui plus est, comme le souligne le rapport, chaque spécialité du Master connaît des enseignements largement mutualisés (en Master I pour la spécialité « Administrations territoriale, sanitaire et sociale » ; dans les deux années pour la spécialité « Droit et Contentieux publics »).

En revanche, il est vrai qu'il n'existe pas de véritable tronc commun au niveau du Master I entre les deux spécialités, mais ceci est assumé : bien que relevant toutes deux du Droit public, chacune obéit en effet à une logique propre. Toutefois, il n'est pas rare qu'un étudiant ayant suivi un Master I de « Droit et Contentieux publics » intègre, en Master II, la spécialité « Administrations territoriale, sanitaire et sociale ».

- L'équipe pédagogique est consciente du caractère perfectible du pilotage de la mention. Aussi envisage-t-elle, dès l'année universitaire 2015/2016, de mettre en place un comité de suivi qui regroupe l'ensemble des intervenants pédagogiques de la mention afin de réfléchir aux pistes d'amélioration de celle-ci. Parallèlement, une réflexion s'engage sur la constitution d'un conseil de perfectionnement qui associerait les partenaires institutionnels.

- Les taux de réussite du Master II pour la spécialité « Administrations territoriale, sanitaire et sociale » peuvent certes apparaître relativement faibles, même si certaines années ils avoisinent 80 %. Cependant, cette donnée s'explique partiellement par le fait que de nombreux étudiants bénéficient d'un prolongement de stage en CDD et reportent la soutenance de leur rapport à l'année universitaire suivante, ce qui est de nature à fausser les taux de réussite de l'année à laquelle ils s'étaient initialement inscrits.



Michel Braud
Vice-président de la CFVU